

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 10/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRANULATS DE FRANCHE COMTE

9 rue Paul Langevin
21300 Chenôve

Références : UID257090/SPR/YR/2024-0709A
Code AIOT : 0005901484

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2024 dans l'établissement GRANULATS DE FRANCHE COMTE implanté Lieu-dit Le Miémont 25420 Bart. L'inspection a été annoncée le 15/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS DE FRANCHE COMTE
- Lieu-dit Le Miémont 25420 Bart
- Code AIOT : 0005901484
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation d'une carrière de matériaux calcaire.

L'autorisation d'exploitation de la carrière a été renouvelée par arrêté préfectoral du 11/10/2018 pour une durée de 17 ans.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Surveillance des niveaux des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.5.5.2 ; II.8.1.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Niveaux de Production	Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.1.2.3	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.1.5.2	Sans objet
3	Commission locale de concertation et de suivi	Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.1.7	Sans objet
4	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.8.1.4.1	Sans objet
5	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.1.4	Sans objet
6	Plateforme d'expédition	Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.2.4.11 ; II.3.1.2	Sans objet
7	Autosurveillance des rejets aqueux pour les « Eaux pluviales rejetées »	Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.4.4.8 ; II.8.1.2.2	Sans objet
8	Extraction	Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.2.4.7	Sans objet
9	Surveillance des niveaux de vibration	Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.5.6.1.1 ; II.5.6.1.2 ; II.5.6.1.3 ; II.8.1.2.4	Sans objet
10	Suivi des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.3.2.1.3 ; II.3.2.1.4 ; II.8.1.2.1	Sans objet
12	Matériaux acceptés et refusés	Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.5.2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
13	Obligation du producteur de déchets	Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.5.2.2	Sans objet
14	Obligation de l'exploitant	Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.5.2.3	Sans objet
15	Mode opératoire de l'accueil des matériaux inertes	Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.5.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que la carrière était globalement correctement suivie et entretenue. Il a toutefois été constaté un dépassement des seuils réglementaires pour les émissions sonores de la carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux de Production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Niveaux de production
Prescription contrôlée : Les matériaux extraits sont du calcaire du jurassique supérieur (Kimméridgien inférieur et Oxfordien supérieur). Le tonnage total de matériaux commercialisables à extraire est de 4 900 000 tonnes. La quantité maximale de matériaux commercialisables extraits de la carrière est de 320 000 tonnes par an au maximum avec une production moyenne autorisée de 300 000 tonnes par an calculée sur une durée de 5 ans glissante.
Constats : L'exploitant déclare régulièrement la quantité de matériaux extraits sur la carrière sur l'application GEREP. La quantité de matériaux extraite est inférieure à la quantité moyenne autorisée de 300 000 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.1.5.2
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Prescription contrôlée : Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des

<p>garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les Installations Classées.</p> <p>L'exploitation est menée en trois périodes quinquennales puis une période de deux ans.</p> <p>À chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).</p> <p>[...]Pour la phase 2 : 581 463 euros [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Un acte de cautionnement montre la constitution de garanties financières pour un montant de 713 136 euros. La caution actuelle se termine le 10 octobre 2028.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Commission locale de concertation et de suivi

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.1.7</p>
<p>Thème(s) : Autre, Commission locale de concertation et de suivi</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une commission locale de concertation et de suivi est mise en place par l'exploitant. Sa composition comprend au minimum un représentant de l'exploitant, un représentant des communes concernées, un représentant de chaque association de protection de l'environnement locale. Le Préfet et l'inspection des Installations Classées sont informés de la tenue de chaque réunion.</p> <p>La commission se réunit au minimum tous les ans sur convocation de l'exploitant.</p> <p>L'exploitant présente à cette occasion les actions menées pour respecter les dispositions du présent titre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une CLCS est organisée une fois par an. La dernière CLCS a eu lieu le 27/09/2023, l'exploitant a indiqué que la prochaine CLCS devait avoir lieu le jour de l'inspection.</p> <p>L'exploitant a présenté le compte rendu établi suite à la dernière CLCS. L'exploitant a indiqué que lors de cette CLCS, les riverains et les communes n'ont pas fait d'observations particulières sur le fonctionnement actuel de la carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Plan d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.8.1.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;

<ul style="list-style-type: none"> - les bords de la fouille ; - les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état; - l'emprise des infrastructures (installations de traitement, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - le positionnement et les hauteurs des fronts ; - les zones de stockages de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité ; - les zones de stockages des rémanents broyés. <p>Les surfaces SI, S2 et S3 (Voir chapitre II.I.6) des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remises en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières, sont mentionnés et explicités.</p> <p>Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées.</p> <p>Ce plan doit être réalisé par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le dernier plan d'exploitation de la carrière, sa dernière mise à jour est datée du 17 octobre 2023. Le plan fait apparaître les différents éléments demandés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Périmètre d'éloignement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Périmètre d'éloignement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface, dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette distance pourra être augmentée en tant que de besoin. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du fait de la présence de la RD 33, les bords des excavations sont tenus à une distance horizontale d'au moins 45 mètres des limites Sud du périmètre autorisé ; - l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
<p>Constats :</p> <p>D'après le plan d'exploitation les bords de l'excavation sont bien à une distance de plus de 45 m de la limite Sud du périmètre autorisé. L'exploitant a précisé que l'extraction du côté de la RD 33 était terminée. Pour le reste de la carrière, la bande des 10 m entre les limites d'extraction et les limites du site est respectée.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plateforme d'expédition

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.2.4.11 ;II.3.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Plateforme d'expédition

Prescription contrôlée :

Article II.2.4.11.1. Aire étanche

Le bâtiment comprend une aire étanche dont une partie est couverte. Cette aire est construite de telle sorte qu'elle permet la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les liquides collectés doivent être dirigés, avant rejet, vers un décanteur-séparateur d'hydrocarbures correctement dimensionné et de classe 5 mg/l.

Article II.2.4.11.2. Lavage de roues, système d'arrosage et pont-bascule

La plate-forme d'expédition est équipée d'un double pont-bascule, d'un système de lavage de roues et d'un système d'arrosage des camions chargés de matériaux pulvérulents. Ces équipements sont positionnés parallèlement à la longueur du bâtiment.

Article II.2.4.11.3. Piste en enrobés

Après le passage dans le laveur de roue et le pont bascule, la voie de circulation empruntée par les véhicules sortant du site est aménagée en enrobés.

Article II.3.1.2 Voies de circulation

[...]

- en période sèche les pistes de circulation font l'objet d'un épandage de chlorure de calcium ; [...]
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Un dispositif tel que le lavage des roues des véhicules est prévu ;
- la voie de circulation empruntée par les véhicules après le passage dans le laveur de roue est aménagée en enrobé ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant du site sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent.

Constats :

Deux aires étanches sont présentes sur le site, elles sont associées à des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures.

Il a été constaté la présence d'un laveur de roues, d'un système d'arrosage.

L'exploitant a indiqué que le balayage de la route était réalisé régulièrement en fonction de l'état de la route. Ce balayage est réalisé en direction des trois communes situées à proximité. L'exploitant a également indiqué que le transport des produits pulvérulents était réalisé dans des bennes bâchées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autosurveillance des rejets aqueux pour les « Eaux pluviales rejetées »

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.4.4.8 ; II.8.1.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article II.4.4.8 - Entretien et vidange des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures Les décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures doivent être nettoyés, vidangés et contrôlés au moins une fois par an et entretenus si nécessaire. L'exploitant doit être en mesure de justifier de cet entretien.</p> <p>Article II.8.1.2.2. Autosurveillance des rejets aqueux pour les « Eaux pluviales rejetées » Les dispositions minimales suivantes sont mises en oeuvre : L'exploitant fait réaliser annuellement en sortie des décanteurs-séparateurs présents sur le site des mesures de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel. Ces analyses, effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, doivent permettre de vérifier le respect des dispositions de l'article II.4.4.7. Les résultats de ces analyses sont tenus à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des Installations Classées pour les paramètres considérés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Deux aires étanches sont présentes sur la carrière, une aire étanche au niveau de l'atelier pour l'entretien des engins et une aire étanche au niveau du stockage des déchets inertes. Les eaux circulant sur ces aires transitent par des décanteurs séparateurs d'hydrocarbures avant leur rejet dans le milieu naturel.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les décanteurs séparateurs d'hydrocarbures faisaient l'objet d'un pompage et d'un nettoyage une fois par an.</p> <p>Une mesure de la qualité des rejets en sortie des décanteurs est réalisée une fois par an. La dernière mesure a été réalisée le 2 mai 2024 par le bureau d'études Sciences Environnement. Les résultats de ces mesures n'appellent pas d'observations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.2.4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Extraction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article II.2.4.7.1. Extraction en gradins L'épaisseur maximale d'extraction est de 60 mètres. L'exploitation des fronts s'effectue par gradins avec un engin équipé d'une dent de déroctage vibrante. La hauteur de chaque gradin n'excède pas 15 mètres. Le nombre de gradin est limité à 5. La largeur des banquettes est de 10 mètres. En fin d'exploitation cette largeur pourra être réduite à 5 mètres.</p> <p>Article II.2.4.7.2. Abattage à l'explosif L'abattage du gisement par des substances explosives est uniquement autorisée lorsque les</p>

niveaux exploités sont trop indurés/compacts pour pouvoir être exploités avec une dent de déroctage. Dans ce cas, l'extraction s'effectue par micro-minage, la charge unitaire par trou de mine ne peut dépasser 10 kg d'explosifs.

L'utilisation d'explosif est également autorisée pour la réalisation, dans le cadre de la remise en état du site, de cavités favorables à la nidification des rapaces.

Article II.2.4.7.3. Phasage d'extraction

La progression de l'extraction s'effectuera vers l'Ouest puis vers le Nord, en respectant les plans de phasage des travaux en annexes V-1 à V-4 du présent arrêté.

Article II.2.4.7.4. Cote du carreau

Le carreau définitif de la carrière a pour cote minimale 326 m NGF.

Constats :

L'exploitation de la carrière est réalisée avec des fronts de 4 à 6 m de hauteur, cette hauteur de gradin est due à la méthode d'exploitation avec une dent de déroctage et l'extraction par micro-minage.

L'exploitation est en léger retard par rapport au phasage initialement prévu, l'exploitation de la phase 2 n'a pas encore débuté.

La cote minimale de 326 m a déjà été atteinte pour la partie de la carrière en renouvellement.

L'exploitant a indiqué que le gisement était trop compact pour être uniquement exploité avec une dent de déroctage. Le gisement est tout d'abord abattu avec un tir de mine réalisé avec une charge unitaire d'explosifs très faible puis le gisement est exploité avec une pelle équipée d'une dent de déroctage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des niveaux de vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.5.6.1.1 ; II.5.6.1.2 ; II.5.6.1.3 ; II.8.1.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Vibrations

Prescription contrôlée :

Article II.5.6.1.1. Limitation des tirs de mines

Les tirs de mines ne sont autorisés que dans les conditions définies à l'article II.2.4.7.2

Article II.5.6.1.2. Vitesse particulière

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 1,5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence (en Hertz)	Pondération du signal
1	5

5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

Article II.5.6.1.3. Autres cas dont l'utilisation d'une dent de déroctage vibrante

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Article II.8.1.2.4. Autosurveillance des vitesses particulières

- Mesures

À chaque tir de mines, l'exploitant dispose, a minima, un sismographe au niveau d'une des premières habitations de DUNG et un autre au niveau d'une des premières habitations de PRESENTEVILLERS.

Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir, les emplacements des sismographes ainsi que les résultats des mesures.

Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des Installations Classées.

Constats :

L'exploitant a présenté le registre de suivi des tirs de mines. L'exploitant fait réaliser un à deux tirs de mines par mois. La charge unitaire maximale pour les derniers tirs réalisés est de 8,3 kg d'explosifs.

Pour chaque tir de mine, une mesure des vibrations est réalisée au niveau des premières habitations de Dung et de Présentvillers. La vitesse des vibrations mesurée est inférieure au seuil de 1,5 mm/s.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Suivi des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.3.2.1.3 ; II.3.2.1.4 ; II.8.1.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Article II.3.2.1.3. Stations de mesure

Le plan de surveillance comprend a minima :

- une station de mesure témoin correspondant à un lieu non impacté par l'exploitation de la carrière (a) : initialement cette station de mesure témoin est installée au 4 rue de Bart à PRESENTEVILLERS (référéncée n° 6 sur le plan en annexe VIII au présent arrêté) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école), ou des premières habitations situées à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b). Initialement, une jauge est implantée au niveau d'une des habitations de la rue des

chaudrons à DUNG (référéncée n° 5 sur le plan en annexe VIII au présent arrêté) ;
- deux stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c) (station
référéncée n° 1 et n° 2 sur le plan en annexe VIII au présent arrêté).

Article II.3.2.1.4. Station météorologique

La direction et la vitesse du vent, la température et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site avec une résolution horaire au minimum.

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.
Son implantation initiale est représentée sur le plan en annexe VIII au présent arrêté.

Article II.8.I.2.I. Autosurveillance des émissions atmosphériques

- Durée et fréquence

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue à l'article du présent titre, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au point «Objectif» du présent article et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au point «Bilan» du présent article, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

- Objectif

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées dans le respect des normes en vigueur.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/mi/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu à l'article du présent titre, l'exploitant informe l'inspection des Installations Classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Constats :

L'exploitant a présenté les résultats des dernières mesures de retombées de poussières. Les mesures sont réalisées sur 6 points de mesures par des jauges. 4 points de mesure sont disposés en limite de la carrière, 1 point témoin et 1 point situé au Nord-Ouest de la carrière au niveau des habitations les proches. Lors des mesures, une station météorologique est installée à l'Est de la carrière.

Les dernières mesures ont été réalisées par la société ITGA en février et en juillet 2023. Les résultats de ces mesures n'appellent pas d'observations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Surveillance des niveaux des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.5.5.2 ; II.8.1.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Article II.5.5.2 - Niveaux limites de bruit en limite de propriété

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Période de jour allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)

Niveau sonore limite admissible

Point «Lim 1» : 56 dB (A)

Point «Lim 2» : 63,5 dB (A)

Les points de mesures «Lim 1» et «Lim 2» sont définis sur le plan définissant les zones à émergence réglementée en annexe X au présent arrêté.

Les tirs de mines ne doivent pas engendrer des pressions acoustiques de crêtes supérieures à 125 décibels linéaires.

Article II.8.1.2.3. Autosurveillance des niveaux sonores

- Mesures périodiques

L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation et au minimum tous les cinq ans, une mesure des niveaux d'émission sonore en limite de propriété de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Tout constat de dépassement des niveaux de bruit en limite de propriété à l'occasion des mesures prévues devra être complété d'une vérification de l'émergence engendrée par l'établissement dans les zones à émergence réglementée.

Le premier contrôle d'autosurveillance des niveaux sonores sera réalisé par référence au plan annexé en annexe X au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées peut demander et devra :

- être effectué au cours des 6 premiers mois suivant la signature du présent arrêté ;
- procéder à la vérification de l'émergence engendrée par l'établissement dans les zones à émergence réglementée.

Constats :

La dernière mesure des émissions sonores a été réalisée en septembre 2022 par la société Sciences Environnement.

Cette mesure a été réalisée sur 5 points, 2 points en limite de la carrière et 3 points en zone d'émergence réglementée au niveau des habitations les plus proches.

Non-conformité : Les résultats de cette mesure montrent un dépassement de l'émergence pour le point ZER 2 situé à 200 m à l'Ouest de la carrière avec une émergence de 5,5, dB pour un seuil de 5 dB. Les résultats montrent également un dépassement du niveau sonore pour le point Lim1 situé en limite Sud-est de la carrière. Le niveau sonore mesuré était de 68 dB pour un seuil de 56 dB fixé dans l'arrêté d'autorisation.

Les conclusions du rapport de la mesure des émissions sonores précisent toutefois les éléments suivants :

« - L'émergence calculée en ZER-2 (à 200 m à l'Ouest du site), bien qu'élevée, est largement impactée par des perturbations extérieures intenses et ponctuelles lors de la mesure en activité. Après suppression de l'impact du passage de voiture à proximité du sonomètre, l'émergence devient nulle et donc conforme ;

- La mesure effectuée en limite de site au point LIM-1 (limite Sud-Est du site de la carrière) montre une LAeq supérieure au seuil réglementaire. Cependant la perception de l'activité du site est très faible, et l'environnement sonore est significativement perturbé par le trafic de la route départementale D33. L'activité du site n'est donc pas à remettre en cause et est donc jugé conforme à la réglementation en vigueur ; »

Il est également rappelé que la carrière ne fait pas l'objet de plainte.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser la prochaine mesure des émissions sonores avec le X-ripper (dent de déroctage) en fonctionnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 12 : Matériaux acceptés et refusés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.5.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Seuls les déchets suivants seront acceptés sur le site :

CODE DECHET	DESCRIPTION
10 11 03	Déchets de matériaux à base de fibre de verre
15 01 07	Emballage en verre
17 01 01	Béton
17 01 02	Briques
17 01 03	Tuiles et céramique
17 01 07	Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques sans substances dangereuses ou polluantes
17 02 02	Verre
17 03 02	Mélange bitumineux sans goudron
17 05 04	Terres et cailloux sans substances dangereuses
19 12 05	Verre
20 02 02	Terres et pierres des parcs et jardins (déchets municipaux)
	Autres déchets pour lesquels l'exploitant est en capacité de justifier qu'ils respectent les critères d'acceptation préalable définis au moment de la signature du présent arrêté par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé

<p>Les matériaux interdits sont ceux visés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes ainsi que les matériaux non inertes et en particulier les matières fermentescibles (papiers, bois, cartons, végétation, etc.), les matériaux contenant de l'amiante (en particulier les matériaux en amiante ciment), les déchets radioactifs, les déchets sous forme liquide ou dont la siccité est inférieure à 30 %, les mélanges bitumineux contenant du goudron...</p> <p>Une benne pour la récupération des refus est à mettre en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le registre de suivi des déchets inertes apportés sur la carrière. Un contrôle par sondage a été réalisé, les codes déchets admis sont conformes à ceux prévus par l'arrêté d'autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Obligation du producteur de déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.5.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il remet à l'exploitant un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type de déchets (libellé et code à six chiffres, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 dans sa version issue de la décision n° 2014/955/UE de la Commission du 18 décembre 2014).</p> <p>Ce bordereau de suivi indique la date, la provenance (nom du chantier), la quantité des matériaux, l'identification du véhicule et du transporteur et doit attester de la conformité des matériaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un document d'acceptation préalable est établi pour tout lot de déchets inertes avant son arrivée dans la carrière. Ces documents sont établis de manière dématérialisée et sont enregistrés en version informatique. Un contrôle par sondage des documents d'acceptation a été réalisé, les documents contrôlés n'appellent pas d'observations.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Obligation de l'exploitant

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.5.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents du producteur. Ces documents doivent être archivés. L'exploitant tient un registre d'admission sur lequel seront répertoriés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date de réception, • la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets, • l'origine et la nature des déchets,

<ul style="list-style-type: none"> • la quantité de déchet, • le moyen de transport utilisé, • le résultat du contrôle visuel et la vérification des documents d'accompagnements, • le devenir du déchet (recyclage ou remblaiement tel que défini à l'article II.5.2.5 du présent arrêté). <p>Le registre est conservé pendant au moins trois ans. Il est accompagné d'un plan d'exploitation permettant de localiser les zones de remblais.</p> <p>En cas de refus, l'exploitant communique à l'Inspection des Installations Classées pour l'Environnement, au plus tard 48 heures après le refus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les caractéristiques et les quantités de déchets refusés, • l'origine des déchets, • le motif de refus d'admission, • le nom et les coordonnées du producteur de déchets et le cas échéant, son numéro de SIRET, • le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 susmentionnée.
<p>Constats :</p> <p>Le registre de suivi des déchets inertes a été présenté. Il comporte l'ensemble des éléments prescrits.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Mode opératoire de l'accueil des matériaux inertes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2018, article II.5.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le chargement du camion doit être examiné visuellement avant déchargement.</p> <p>Les matériaux doivent être préalablement réceptionnés et déchargés en un cordon sur l'aire de transit afin d'en vérifier le contenu visuellement et olfactivement. Ils devront être exempts de toute souillure pouvant constituer une charge polluante.</p> <p>Les matériaux souillés doivent être refusés, rechargés immédiatement puis réexpédiés vers un centre de stockage approprié.</p> <p>Le registre des refus doit mentionner l'expéditeur, l'origine, la nature, le volume des matériaux ainsi que les raisons du refus.</p> <p>La quantité de matériaux inertes extérieurs admis annuellement sur le site avoisine 75 000 m³/an et ne peut dépasser 100 000 m³/an.</p>
<p>Constats :</p> <p>La quantité annuelle de déchets inertes apportés sur la carrière est déclarée sur l'application GEREP. Le volume annuel de déchets inertes est inférieur au volume moyen autorisé.</p> <p>Une activité de recyclage des déchets inertes est également réalisée.</p> <p>L'exploitant a également indiqué qu'une analyse de la qualité des déchets inertes était réalisée sur certains lots de déchets apportés dans la carrière.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
